

**23 spécialistes
réunis par J.L. Reiffers**

**ECONOMIE
ET
FINANCE
INTERNATIONALES**

(Ouvrage en deux tomes)

SCIENCE
ECONOMIQUES

M. Aglietta, W. Andreff, C. de Boissieu, H. Bourguinat,
A. Cartapanis, R. Courbis, G. Destanno de Bonus,
X. Greffe, J.M. Jeanneney, D. Lacoue Labarthe,
G. Lafay, M. Lavigne, A. Lebahar, J.L. Lionart,
P. Maillet, P.A. Messerlin, C.A. Michalet, J. Mistral,
G. Nancy, C. Neme, C. Palloix, F. Porroux,
J.L. Reiffers, M. Saias.

"Dans ce livre dédié au Doyen Marcy j'ai voulu rassembler les travaux les plus récents des principales équipes de recherches françaises en

ECONOMIE ET FINANCE INTERNATIONALES

Présentant des problématiques différentes et même souvent antagonistes, le panorama réalisé dépasse les exposés traditionnels sur la base desquels sont bâtis la plupart des manuels existants : l'ouvrage couvre l'ensemble du champ de la discipline et montre clairement l'évolution de la pensée économique face à l'émergence d'une économie mondiale".

J.L. Reiffers

Destinée aux étudiants de 2^e et 3^e cycle en sciences économiques, cette œuvre collective devrait, par la qualité de ses auteurs et la diversité de ses approches, devenir un manuel de référence pour tous ceux qui veulent acquérir des bases sérieuses en économie internationale.

Publié avec le concours du CNRS

9 Crise et nouvelles formes de l'impérialisme. Economie de crédit international et extension internationale du salariat.

par C. Palloix.

Le capitalisme se déploie sous des formes nouvelles au sein de la crise tant dans les aires capitalistes développées que dans les aires sous-développées. Qu'on en juge :

- à la construction, l'extension de systèmes productifs nationaux relativement cohérents, relativement intégrés du point de vue des rapports inter et intra-sectionnels qui caractérisaient chacun d'eux dans les pays capitalistes développés, ce qui n'excluait pas une forte internationalisation de la production, a succédé une immersion internationale des systèmes productifs d'où n'émergent que les branches dites les plus rentables selon « la politique des créneaux », avec la mise au chômage de fractions importantes de la classe ouvrière;
- à l'exportation de capital sous forme d'investissements directs des firmes multinationales dans le tiers-monde s'est substitué le financement bancaire international privé, à l'origine de ce que j'appelle l'économie de crédit international;
- les masses paysannes du tiers-monde ont été converties pour partie dans nombre de pays en salariés de l'industrie.

(*) Ce texte a fait l'objet d'une présentation au Colloque de Milan (1-2 février 1980), organisé par « Lega Internazionale per i diritti e la liberazione dei popoli » sur le thème : « Pour une politique de la gauche européenne dans les années 1980 ».

(**) Groupe C.R.I.S.I.S., Université des Sciences Sociales de Grenoble (I.R.E.P.-développement).

Ces nouvelles formes de l'impérialisme sont bien évidemment liées à la crise du capitalisme qui sévit depuis la fin des années 60 et le début des années 70. Aussi, il convient de saisir dans sa *totalité*, et non de juxtaposer, l'analyse de la crise et de l'impérialisme en tant que pièces d'un même ensemble, l'économie mondiale capitaliste.

1. Quelle crise et quelle politique ?

Les représentations de la crise du capitalisme sont diverses, et il n'est pas dans mon propos de les recenser. Pour la plupart, elles ont toutes néanmoins un point commun, une interprétation de la crise en rapport avec la répartition du surproduit, c'est-à-dire dans le champ de l'économie politique qu'elle soit ricardienne, néo-ricardienne, marxiste. J'exclus ici l'économie politique vulgaire, c'est-à-dire l'analyse néo-classique, pour qui la crise n'est qu'une « turbulence » dans le fonctionnement d'économies prospères (1), turbulence qui naît dans le dysfonctionnement de divers marchés, marché de l'énergie, marché du travail, marché monétaire, etc., la norme étant représentée par l'équilibre économique général où les divers marchés sont totalement interdépendants. On sait par ailleurs les vices qui affectent la théorie de l'E.E.G., l'impossible intégration de la monnaie, l'hypothèse de convexité, etc.

L'échec de l'économie politique dans sa tentative de rendre compte de la crise est double. Les propositions pour sortir de la crise sont contradictoires avec l'analyse de la crise elle-même. La représentation de la crise nie nécessairement les nouvelles formes de l'impérialisme.

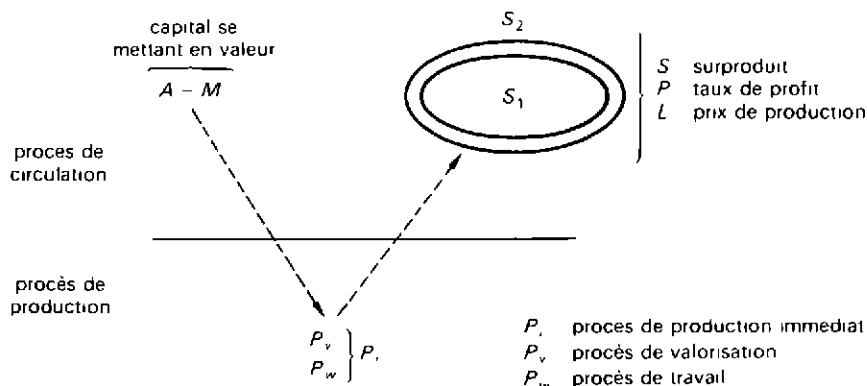
Les carences de l'économie politique ne peuvent être levées qu'en se plaçant dans un autre champ, celui du marxisme comme critique de l'économie politique où crise et impérialisme prennent un autre sens, un autre contenu et conduisent à d'autres pratiques du mouvement ouvrier.

A — Crise et impérialisme dans l'économie politique

a) Au-delà des variantes qui caractérisent chaque courant de l'économie politique et ainsi les opposent, il existe un invariant : *la crise est directement imputable au capital quant aux mécanismes de formation et de répartition du surproduit qui constituent les deux poumons de la crise* (2).

Rappelons au préalable que, dans l'économie politique (ricardienne, néo-ricardienne, marxiste), le surproduit est associé à un système de prix (prix de production) et à une variable de répartition (le taux de profit). Toute modification de la variable de répartition, le taux de profit, définit un nouveau système de prix et change par là la représentation du surproduit (3). Dit d'une autre manière, le gâteau (surproduit) varie avec la manière de le répartir. Le surproduit n'est donné qu'en termes de valeurs d'échange (prix), comme on peut le figurer ci-dessous, avec le

problème du rapport qu'entretient le surproduit dans un système de prix de production avec le procès de production immédiat, c'est-à-dire avec la valeur.



S_1, S_2 variations du surproduit selon taux de profit et système de prix dans un même numéraire (variations comprises entre $p = 0$ et $p = 100$ %)

Figure 1

Dans l'analyse de la crise que nous fournit l'économie politique, quelles que soient les variantes, la formation du surproduit est grevée de contraintes en amont quant à son rapport avec le procès de production immédiat, contraintes mises en place par le capital lui-même directement responsable de la crise à ce niveau. Ces contraintes sont reportées par le capital dans les mécanismes de répartition du surproduit en aval, sont reportées en définitive sur le dos des salariés, des travailleurs qui endossent les effets de la crise.

Tout rapport possible en amont de la formation du surproduit avec le procès de production immédiat suppose bien évidemment que l'on puisse transformer la valeur (à ne pas confondre avec la valeur d'échange) en prix (qui sont les différentes formes -- prix de marché, prix de production, prix nominal -- que prend la valeur d'échange), d'où l'importance des clivages théoriques autour du problème de la transformation (4). Sur la base du paradigme -- faux de mon point de vue -- de la transformation de la valeur en prix, la formation du surproduit en amont dépend des rapports d'accumulation qui se nouent dans le procès de production immédiat. Or, précisément le procès de production immédiat, les rapports d'accumulation qui l'affectent sont frappés de différents maux dont souffre le capital monopoliste dans la phase actuelle. Le procès de production immédiat, l'accumulation du capital, selon différentes causes qui différencient les courants, sont incapables de générer un surproduit croissant en valeur, et transformable en

prix. Selon les auteurs, ces causes relèvent de la suraccumulation du capital (thèse du capitalisme monopoliste d'Etat) ⁽⁵⁾, de l'alourdissement de la composition organique du capital, de la chute de l'efficacité du capital, de la chute de la productivité du travail ⁽⁶⁾, du blocage ou de l'inadaptation du procès de travail fordiste ⁽⁷⁾, etc. Tout ceci affecte les « lois » ^(?) de formation de surproduit : baisse tendancielle du taux de profit, tendance à l'égalisation des taux de profit, d'où une crise de « régulation » ⁽⁸⁾, nouveaux termes à la mode. Dans ce contexte, les firmes multinationales, le capital monopoliste, le capital financier sont directement responsables des maux qui pèsent sur la mise en valeur du capital, maux que le capital répercute au niveau de la répartition pour les faire supporter aux salariés, aux travailleurs. La crise d'accumulation par exemple résulte de l'incapacité de la section des moyens de production à impulser des accroissements de productivité de la section des moyens de consommation faute d'assurer le développement des forces productives, le capital à la vue courte ne recherchant que le profit maximum.

Les contraintes qui frappent en amont la formation du surproduit dans son rapport avec le procès de production immédiat, le procès de travail, l'accumulation du capital, sont reportées en aval dans le partage salaires/profits, où le capital veut récupérer l'absence d'efficacité du système productif — qu'il a lui-même contribué à créer — sur le dos des travailleurs. Cette récupération prend deux aspects, l'inflation et le chômage. L'inflation, qui est très justement analysée comme une augmentation de tous les prix par rapport au salaire ⁽⁹⁾, est générée par le capital qui tente par ce moyen de redresser sa rentabilité. Mais, à ce niveau, les formes socialisées du salaire, la résistance des salariés sont des obstacles au rééquilibrage de la répartition. L'autre forme de récupération passe par l'élagage du système productif, dite « politique des créneaux », génératrice de licenciements globaux ou de compression des effectifs. Là encore, la résistance des salariés est un obstacle au rééquilibrage de l'appareil productif. Le capital est englué durablement dans la crise qui prend la double forme : chômage — inflation.

b) *Ce dispositif global, assez séduisant il faut l'avouer et non exempt d'une certaine capacité à rendre compte des faits économiques et sociaux dans la crise actuelle du capitalisme, s'effondre de lui-même dans sa capacité à offrir une alternative, une issue à la crise, tout comme dans la prise en compte des nouveaux aspects de l'impérialisme.* De fait, le manichéisme politique n'est pas absent d'une telle représentation globale de la crise, que ce soit pour le parti communiste ou le parti socialiste

Les partis communistes (je me réfère à l'Europe du Sud : France, Italie, Espagne, Portugal), compte-tenu de l'analyse globale de la crise qui est faite ci-dessus, jugent qu'il n'y a pas de solution capitaliste possible quant à la crise d'accumulation frappant en amont la formation du surproduit. Le capital monopoliste par nature, enfermé dans ses contradictions, est incapable de sortir de la crise d'accumulation où il s'est enfermé, et que consciemment il accentue pour briser la classe ouvrière. La seule issue capitaliste possible se situe du côté de la répartition, dans la mise au pas de la classe ouvrière qui permettrait un nouveau partage salaires/profits, et qui, dans la logique capitaliste, serait susceptible de relancer peut-être l'accumulation du capital. Une telle solution capitaliste est bien évidemment inacceptable. La défense du pouvoir d'achat des salariés et celle de l'emploi sont

légitimes puisque les travailleurs ne sont pas responsables de la crise, imputable au capital et à lui seul, même si les luttes des travailleurs enferment le capital dans la crise. La seule issue possible à la crise est la transition au socialisme. Mais ici se présentent deux problèmes, le contenu de l'issue socialiste pour sortir de la crise, et la présence du parti socialiste ou d'un autre parti dans la conquête du pouvoir. Bien évidemment, selon les situations nationales, l'analyse politique qui dérive de l'analyse de la crise sera modulée ici et là. Par exemple, l'analyse du parti communiste italien sera à la charnière de la position du parti communiste français, telle qu'elle a été typée ci-dessus, et de la position du parti socialiste telle que je la présenterai ci-après.

Mais la belle cohérence qui lie l'analyse globale de la crise et l'analyse politique qui en découle s'effondre dans les propositions avancées pour sortir de la crise. *L'issue est piégée par la trame du dispositif économique et politique.* En effet, l'issue ne peut être pensée que quelque part dans le dispositif lui-même. Là où le capital pêche consciemment, la classe ouvrière peut lever les contraintes. Les contraintes qui grèvent la formation du surproduit en amont dans son rapport avec l'accumulation du capital et le procès de production immédiat peuvent être levées. « Une nouvelle croissance » est possible, sur la base de nouveaux rapports d'accumulation. Par là, toutes les tensions sur la répartition du surproduit seront allégées, effacées. De deux choses l'une : ou bien les contraintes qui pèsent sur la formation du surproduit au niveau des rapports d'accumulation, du procès de production immédiat et du procès de travail sont mises en place sciemment par le capital — ce qui est la position affirmée dans l'analyse de la crise —, et ces contraintes peuvent être effectivement levées par la classe ouvrière, mais on ne comprend plus pourquoi le capital organiserait la crise pour offrir sur un plateau à la classe ouvrière le socialisme d'autant plus que le capital aurait toujours la possibilité de lever ces contraintes si le mouvement ouvrier devenait trop menaçant; ou bien ces contraintes qui grèvent la formation du surproduit n'ont rien à voir avec une volonté délibérée du capital d'organiser la crise, que la crise est beaucoup plus profonde à ce niveau, et alors les fondements de la nouvelle croissance ne résident pas dans une réorientation des rapports d'accumulation que ne peut ou ne sait obtenir le capital, et que la classe ouvrière saurait réaliser, mais *c'est un autre type de crise qui est en action* et que l'analyse proposée jusqu'ici a éludé.

Si on accepte que le dispositif global tient toujours, ce qui suppose la débilite profonde de la classe capitaliste, le seul problème est celui de l'alliance avec le parti socialiste ou un autre parti dans la conquête du pouvoir. Pour forcer la présence du courant social-démocrate dans une alternative de transition socialiste face à la crise du capitalisme, il est nécessaire de présenter celle-ci comme davantage nationale qu'internationale en toute logique vis-à-vis du dispositif global, ne serait-ce que par rapport à la possibilité de fonder nationalement une nouvelle croissance. Très justement, par exemple, le parti communiste français dénonce la dérive à droite du parti socialiste dans sa tentation du compromis, mais il pose en même temps que le durcissement des luttes populaires fermera toute porte au compromis, ramenant le courant social-démocrate à gauche, d'où la portée du mot d'ordre « construire l'union à la base ».

En ce qui concerne le parti socialiste, notamment le parti socialiste fran-

çais, l'analyse globale de la crise ne diffère guère sur le fond de celle du parti communiste, d'autant plus que la théorie du capitalisme monopoliste d'Etat a largement influencé les économistes du P.S. (10), et pour cause. Mais l'analyse politique se différencie très nettement de celle du parti communiste. Le courant socialiste estime un compromis possible avec la classe dominante en lui offrant des solutions quant à la formation du surproduit en amont du côté des rapports d'accumulation, quitte à obtenir un compromis également avec les travailleurs (politique d'austérité) quant à la répartition du surproduit, ce qui exige la « présence » du parti communiste pour une telle solution, présence modulée selon les diverses situations nationales. Pour forcer la présence (directe ou non) des partis communistes, la présentation de la crise sera plus internationaliste de façon à fermer la porte à toute issue nationale d'où serait exclu le capital. Les divergences politiques s'alimentent à l'appréciation de la crise d'accumulation, profonde pour le parti communiste, plus conjoncturelle pour le parti socialiste d'où l'importance qu'il accorde à la crise énergétique. Ceci dit, ne soyons pas naïfs, car je crains que ce ne soient les lignes politiques qui appellent les représentations de la crise (11).

c) *La seconde faille* qui fait éclater le dispositif global quant à l'analyse de la crise et son issue tient à l'analyse de l'impérialisme et de la situation du tiers-monde dans la crise.

La trame du raisonnement économique ne laisse apparemment la place qu'à une thèse très léniniste de l'impérialisme. La crise d'accumulation qui frappe la formation du surproduit en amont conduit le capital à rechercher les conditions favorables de sa mise en valeur au plan international, en s'exportant vers les pays du tiers-monde, où d'un côté la faible résistance de classes ouvrières jeunes, encore peu importantes, permet un partage salaires/profits juteux pour le capital, et de l'autre les contraintes du procès de production, du procès de travail, de l'accumulation du capital sur la formation du surproduit en amont sont levées à la guise du capital pour concurrencer les branches que le capital veut élaguer dans les aires capitalistes développées. C'est le fameux « redéploiement » organisé par le capital au sein de la crise.

Là encore, la contradiction est flagrante. Le capital organise le transfert d'activités productives des aires capitalistes développées vers le tiers-monde en ce qui concerne certaines branches, transfert qui lève la contrainte, par le fait même du transfert, sur la formation du surproduit de ces branches, alors que ce même capital est incapable de le faire en restant dans son espace d'origine. Ensuite, la théorie ne résiste pas à l'examen des faits : le fameux redéploiement a fait long feu, et n'a connu, ne connaît qu'une extension limitée à certaines aires sous-développées, sous des aspects très particuliers comme nous le verrons.

La théorie de l'impérialisme qui découle de l'analyse de la crise conduit en fait à une théorie du superimpérialisme, où le capital monopoliste manipule à sa volonté la formation du capital dans le tiers-monde, lui allouant les branches productives qu'il veut bien délocaliser, dans une stratégie de concurrence par rapport à son aire d'origine, dont l'effet est la mise en place d'une division internationale du travail (11) totalement contrôlée par l'impérialisme.

L'économie mondiale capitaliste serait une économie close, achevée, sans

mouvance possible, sans redistribution des cartes, hormis les redistributions voulues par le capital hégémonique. Aucune marge d'autonomie quant aux directions de la formation de capital fixe n'est laissée à quiconque. Les formations sociales hégémoniques conduisent à leur guise l'économie mondiale capitaliste. Dans une telle problématique, l'industrialisation des pays sous-développés ne peut être conçue que comme le produit de la stratégie du capital international et du bloc hégémonique qui télécommanderaient les aspirations progressistes des pays du Tiers-Monde pour l'industrialisation. A la limite, l'autonomie relative de processus d'industrialisation ici et là découlerait des créneaux que laisseraient subsister les contradictions interimpérialistes au sein du bloc hégémonique.

Par ailleurs, une telle analyse ne nous renseigne en rien sur le contenu global de la reproduction internationale contrôlée par le bloc hégémonique, sur ses stratégies, ses contradictions. Par exemple, à quel mécanisme obéit l'extension du procès de travail industriel ? La solution qui consiste à juxtaposer des éléments tels que concurrence internationale des capitaux, baisse tendancielle du taux de profit (d'où exportation de capital avec exportation de procès de travail), n'en est évidemment pas une. Même vu ainsi, le processus d'extension du procès de travail ne repose sur aucune ligne directrice, structurante. Le centre de décision du capital financier ne dispose d'aucun élément rationnel pour décider de la ligne de conduite de l'extension du procès de travail au plan mondial : quels éléments du procès de travail plutôt que d'autres, quels espaces d'implantation ? Même problème sur les contractions affectant en retour les systèmes productifs dominants. Pourquoi éliminer tel procès de travail (sidérurgie ?) plutôt que tel autre, à moins de recourir à un élément magique, le taux de profit !

Bien plus, on se meut à nouveau en pleine contradiction logique lorsque l'on veut expliquer les opérations d'extension, le redéploiement, par les contreparties en ressources énergétiques, minières car ces opportunités démentent le caractère absolu du contrôle par le bloc hégémonique.

L'économie internationale contemporaine n'a rien à voir avec cette représentation d'un monde clos, fini, achevé. Une telle méthode appliquée à la comparaison des économies dominantes conduit inévitablement à figer, amplifier les hiérarchies données des systèmes productifs, avec une hégémonie de plus en plus lourde par exemple de la R.F.A. sur le système productif français, italien, sans alternative possible, si ce n'est ... l'Europe, d'où les clivages au sein de la gauche française, avec pour le parti communiste le refus de l'hégémonie allemande, et pour le parti socialiste l'intégration afin de bénéficier au mieux de la rente hégémonique allemande.

Une autre limite, tout aussi fondamentale, réside dans la réduction de l'impérialisme à un élément principal, l'exportation de capital qui recouvre la formation de capital fixe. La formation de capital fixe apparaît comme le seul vecteur signifiant de l'impérialisme, de la reproduction (extension-contraction) des systèmes productifs et des procès de travail. Il suffirait de contrôler la production de moyens de production, et sous-entendue la conception de la formation du capital fixe ⁽¹³⁾, pour contrôler tout procès de travail industriel international. On retrouve l'idée d'une hiérarchie absolue. La formation de la classe ouvrière et du salariat

dans le tiers-monde ne font que suivre, sans aucun problème, la formation du capital fixe. Le salariat n'est qu'un input, assimilé à n'importe quel entrant du procès de travail, malléable et donné en quantité indéfinie selon l'extension des procès de travail. Nous retrouvons ici cette réification du capital qui règnerait sans partage dans l'économie politique sur la scène économique et sociale. Le mouvement du capital, saisi comme formation de capital fixe au vu de l'exportation de capital, est totalement autonomisé, la classe ouvrière, le salariat n'ayant aucune existence, si ce n'est celle conférée par « Maître Capital ». Cette limite est encore plus forte quant à la représentation sociale qu'elle sous-tend.

Le Tiers-Monde subit la crise du capitalisme, tout au plus l'alimente dans certaines versions par le relèvement du prix du pétrole et du gaz, sans pour autant que les rapports économiques et sociaux à l'œuvre dans les aires sous-développées soient en crise. La situation du Tiers-Monde dans la crise est ramenée à celle des travailleurs, des salariés des pays capitalistes développés : tous deux endossent les effets de la crise dans le partage salaires/profits. La solidarité internationale des travailleurs n'aurait pour champ d'exercice que celui de la répartition, avec tous les débats que l'on sait à ce sujet (14).

B – Quelle crise hors du champ de l'économie politique ?

Les contradictions qui affectent l'analyse de la crise, crise quant à la formation et la répartition du surproduit dans l'économie politique, nous indiquent qu'un autre type de crise se joue sous la crise du surproduit, que la crise du surproduit n'est que la manifestation de l'autre.

Dépasser l'analyse de la crise du surproduit, c'est poser une question redoutable : la question du socialisme. Dans la crise du surproduit, tout se joue au niveau de la formation et de la répartition du surproduit, et notamment au niveau des contraintes qui frappent la formation de surproduit en amont : les rapports d'accumulation qui définissent tout à la fois la croissance du surproduit et ce qui se passe dans le procès de production et le procès de travail. L'idée du socialisme ne peut être pensée que dans ce dispositif, comme une nouvelle redéfinition – qui donne l'illusion de la rupture – des rapports d'accumulation (appelés pour les besoins de la cause rapports de production à certains moments) et des rapports de répartition. Le socialisme, c'est une nouvelle efficacité du système productif – le même, réaménagé par les « nouveaux » rapports d'accumulation, de production – à dégager un surproduit croissant en liaison avec une nouvelle répartition, plus égalitaire, de ce surproduit. Si un autre type de crise est à l'œuvre sous la crise du surproduit, la question du socialisme doit être posée dans un autre cadre, à un autre niveau.

Le marxisme, comme critique de l'économie politique, nous engage, au-delà de la critique de la belle ordonnance de la théorie du surproduit, à renverser, à retourner comme un gant le dispositif de l'économie politique. La crise du surproduit, loin d'être l'effet de contraintes quant à sa formation répercutées sur la répartition, est l'effet d'une double rupture, rupture au sein du procès de production que je désignerai comme crise du procès de travail, rupture de surproduit

lui-même que je désignerai comme crise de la circulation capitaliste. C'est par rapport à ses ruptures que se mettent en place les nouveaux aspects de l'impérialisme.

a) *La crise du procès de travail* (15)

L'oubli de l'économie politique, et il est de taille, est que l'accumulation du capital ne dégage un surproduit que sur la base d'un procès de production, et surtout sur la base d'une composante essentielle de ce procès de production, le procès de travail. Pour l'économie politique, l'accumulation du capital assure la formation de capital qui, au vu d'une variable totalement passive que serait la force de travail ce qui n'empêche pas de dire en même temps que seule la force de travail crée la plus-value, définit l'expansion du surproduit; le procès de travail est une boîte noire qui ne réagit avant toute chose qu'en raison des caractéristiques de la formation de capital fixe quitte à y adjoindre bien entendu, puisqu'on est marxiste, la force de travail pour expliquer la plus-value et l'exploitation. Or, la formation de capital fixe, c'est d'abord la création d'un procès de travail, et pas n'importe quel procès de travail, le procès de travail façonné, produit par le capital lui-même, c'est-à-dire aujourd'hui le procès de travail fordiste.

Dans le passage de la soumission formelle à la soumission réelle du procès de travail au procès de valorisation du capital (16), le taylorisme achève le processus de soumission réelle de l'ancien procès de travail au capital. De ce point de vue, le taylorisme ouvre la voie de l'éclosion du « nouveau procès de travail », celui que le capital crée à sa propre image, se libérant des vestiges du passé, et le fordisme est l'expression nouvelle et achevée du procès de travail du capital. Le fordisme va faire ses preuves dans les performances de l'expansion du surproduit après la seconde guerre mondiale jusqu'à ... la crise.

Tout d'abord, un rappel sur l'analyse du procès de travail. Celui-ci combine système de machines (assuré par la formation de capital fixe), produits qui sont transformés par les machines (soit par action mécanique, soit par action physico-chimique), travailleur collectif. Les deux pôles, système de machines et travailleur collectif, ne peuvent pas se comprendre l'un sans l'autre. Le système de machines est le produit historique de la dépossession, sans cesse renouvelée par le capital, du savoir, du savoir-faire, des pratiques, de la coordination du travailleur collectif. Le travailleur collectif fait face au capital comme « machine sociale », ainsi que l'avait pressenti Gramsci. Face au capital, le travailleur collectif renouvelle constamment un nouveau savoir, un nouveau savoir-faire, de nouvelles pratiques, une nouvelle coordination, sans quoi le nouveau système de machines, produit d'une dépossession, ne pourrait fonctionner; et un nouveau système de machines viendra saper le travailleur collectif d'où recomposition d'un nouveau travailleur collectif et ainsi de suite. Ceci invalide les thèses de « la déqualification historique des travailleurs » (Braverman, Coriat, Freyssenet, etc...) (17), ou la thèse « la classe ouvrière n'est plus ce qu'elle était » (De Gaudemar, S. Amin,...) (18), thèses défaitistes sur la classe ouvrière.

Dans ce processus, le fordisme assure d'un côté une expansion considérable du système de machines, mais requiert des particularités très strictes quant à

la formation du travailleur collectif en tant que machine sociale extrêmement complexifiée, contrairement à toutes les analyses produites à ce sujet. Annie Dona-Gimenez montre que le fordisme exige un double montage du travailleur collectif, travailleur collectif en soi, travailleur collectif pour soi. Le travailleur collectif en soi désigne son adéquation, dans le procès de travail, au système de machines, où il doit faire preuve de son savoir, de son savoir-faire, de sa coordination. Le travailleur collectif pour soi recouvre la reconstitution d'une autonomie nécessaire, d'une distance prise par le travailleur collectif vis-à-vis du système de machines, et de la production de valeurs d'usage, où se reforment un nouveau savoir, une nouvelle coordination, nécessaire car sans l'affirmation du travailleur collectif pour soi le travailleur collectif en soi ne peut être monté, contradictoire aussi car cette autonomie grandissante est une menace pour le capital car négation du pouvoir, des droits que s'est attribué celui-ci, d'où la nécessité pour le capital de recomposer sans cesse l'unité du travailleur collectif (en soi et pour soi) sur la base d'une nouvelle organisation du travail, d'un nouveau système de machines, d'une nouvelle structure du travailleur collectif, avec les résistances et les luttes des travailleurs contre la stratégie du capital.

Sur la base de cette unité du travailleur collectif (en soi et pour soi), unité sans cesse rompue par l'autonomie de la classe ouvrière et que tente constamment de renouer le capital, Annie Dona-Gimenez montre que se déroule une autre unité, celle des pratiques de production et de reproduction, ou unité du travail en usine et du mode de vie pour faire image (19).

La crise du procès de travail fordiste, dans la phase actuelle, est l'expression d'une double rupture, rupture de l'unité du travailleur collectif, où le travailleur collectif pour soi acquiert une autonomie que ne peut plus réduire le capital, rupture de l'unité des pratiques de production et de reproduction, où l'acte de travail et la valeur d'usage produite deviennent étranges, et étrangers, vis-à-vis du mode de vie que conquiert peu à peu ou qu'exprime dans ses exigences la classe ouvrière. Je ne continuerai pas plus avant, et je renvoie à la richesse de l'analyse de cet auteur.

La rupture de l'unité du travailleur collectif et de l'unité des pratiques de production et de reproduction crée une cassure irrémédiable, crise du procès de travail, entre système des machines à un pôle et travailleur collectif à l'autre pôle. Cette crise du procès de travail engagé du côté de la reproduction des éléments objectifs (formation de capital, mise en valeur du capital) une crise de rentabilité qui s'exprime comme crise du surproduit, telle qu'en rend compte l'économie politique, et du côté de la reproduction des éléments subjectifs une crise du salariat.

Le bien-fondé d'une telle analyse du fondement de la crise impose nécessairement au mouvement ouvrier de redéfinir sa stratégie d'issue à la crise, car la redéfinition de nouveaux rapports d'accumulation, d'une nouvelle croissance, d'une nouvelle répartition n'effacera pas, ne gommara pas la crise du procès de travail, ne recréera pas — comme le souhaite le capital — une nouvelle unité du travailleur collectif (en soi et pour soi), une nouvelle unité des pratiques de production et de reproduction. Ce n'est pas de la crise du surproduit qu'il faut partir, mais de la crise du procès de travail. De ce point de vue, l'affirmation de la rupture

de l'unité du travailleur collectif, de l'unité des pratiques de production et de reproduction doit être conduite jusqu'au bout. A cet égard, le mouvement historique doit être renversé. Le capital a toujours construit la double unité invoquée en l'arrimant, la soumettant à la formation de capital, la mise en valeur du capital et l'expansion du surproduit. Le mouvement ouvrier doit inverser les termes : c'est en partant de l'autonomie du travailleur collectif pour soi, des exigences des pratiques de reproduction que doit se construire le travailleur collectif en soi, avec réappropriation collective du procès de travail par la classe ouvrière, que doivent émerger de nouvelles pratiques de production. Une nouvelle unité se fera alors en rapport avec l'émergence d'un nouveau procès de travail, qui sera une révolution des rapports de production. D'ailleurs, les nouvelles pratiques syndicales qui surgissent en Italie (C.G.I.L.), en Espagne (Commissions Ouvrières), en France (C.G.T.) sont déjà inscrites dans ce renversement (20).

L'analyse de la crise du procès de travail jette également un jour singulier sur les pratiques impérialistes en cours. Ce qui est en jeu sous le redéploiement international du capital dans les formations sociales du Tiers-Monde, sous l'extension internationale du procès de travail, du capital, à coups de formation de capital fixe, c'est la tentative de recréer ailleurs cette fameuse double unité dont le capital n'est plus maître à demeure, d'où l'extension internationale du salariat. Mais, cette unité ne se crée pas à coups de capital fixe : le travailleur collectif en soi n'existe pas sans le travailleur collectif pour soi, principale limite du redéploiement du capital comme nous le verrons, et à ce niveau l'impérialisme aussi est en crise, ce qui rend les capitales impérialistes très nerveuses, d'où la tension internationale que nous connaissons. Au vu de la crise qui secoue le capitalisme, celui-ci ne voit comme alternative que le fascisme et la guerre.

b) La crise de la circulation capitaliste

Le procès de circulation combine circulation capitaliste ($A - M - A'$) et circulation marchande ($M - A - M$).

Il revient à la circulation marchande d'assurer la validation sociale de la production de marchandises : la marchandise issue d'un procès de production n'est marchandise que sur la base de sa validation dans l'échange contre une autre marchandise (21), la monnaie, équivalent général et étalon des prix. La circulation marchande, où est abolie toute dichotomie entre marchandise et monnaie à l'inverse du monde de l'E.E.G., règle également le problème du rapport valeur-prix que ne peut résoudre l'économie politique à moins de faire appel au fameux paradigme de la « transformation » quant à l'analyse du surproduit. D'un côté les marchandises entrent dans la circulation marchande sous la forme d'un système de prix, par exemple d'un système de prix de production à la Sraffa, et la marchandise-monnaie y joue le rôle d'étalon des prix, selon le sens des flèches sur la figure ci-après quant à l'expansion du mouvement des prix : la marchandise-monnaie est marchandise-étalon. De l'autre, la marchandise-monnaie rentre dans la circulation marchande comme équivalent général, comme valeur, et les marchandises sont confrontées à l'équivalent général, sont réduites en travail social abstrait, sont validées comme travail social abstrait, selon la figure ci-après qui schématise à

Si les métropoles impérialistes sont passées de l'investissement direct à l'économie de crédit international, c'est en raison de la montée des luttes de classes et dans le tiers-monde et dans les métropoles impérialistes elles-mêmes. Il faut exclure immédiatement ici une représentation de l'impérialisme comme le mouvement du capital à la frontière des pays capitalistes développés, ce qui est la position de l'économie politique, avec une division sommaire de l'économie mondiale en un centre et une périphérie (22), l'impérialisme étant ce qui se passe entre deux mondes séparés (retour du dualisme qui imprègne si fortement l'économie politique). Dans le tiers-monde, le redéploiement industriel est battu en brèche par les luttes de la classe ouvrière en formation dans ces zones (absentéisme, tum-over, sabotage, ...), interdisant la création d'un collectif de travail en soi et pour soi à la disposition docile du capital international. Le capital international préfère alors recourir à l'économie de crédit plutôt qu'à l'investissement direct, qui ne porte que sur la formation de capital fixe, alors que l'économie de crédit assure en même temps l'extension du salariat. *L'économie de crédit internationale est une forme accomplie de l'impérialisme*, dépassant les limites de l'exportation de capital, puisque d'un côté elle assure le financement de la formation de capital fixe dans le tiers-monde, c'est-à-dire aussi le financement des exportations industrielles des métropoles impérialistes, et de l'autre elle permet une extension internationale du salariat, en faisant porter sur le tiers-monde le poids (économique, politique, idéologique) de la formation des classes ouvrières ici et là.

Toutefois, *dans l'extension internationale de l'économie de crédit, le capitalisme rencontre sa propre image*, l'image dont il aurait bien aimé se débarrasser, *l'image de la crise*. L'histoire de la formation de la classe ouvrière en Algérie n'est pas unique. Loin de là, elle est le prototype, dans une version progressiste, des problèmes qui affectent la montée des classes ouvrières, dans des conditions autrement plus dures, du Tiers-Monde.

A – L'économie de crédit international (23)

Les formations sociales impérialistes investissent proportionnellement de moins en moins dans le Tiers-Monde, concentrant leurs investissements sur les aires capitalistes dites développées. En conséquence, les firmes multinationales bien sûr non seulement y créent de moins en moins de filiales, mais se désengagent apparemment. Cela ne signifie nullement désengagement du capital international, mais des formes nouvelles liées à l'extension de l'économie de crédit international dans le cours de l'internationalisation du capital.

a) Quelques données sur l'évolution de l'investissement international dans le Tiers-Monde dans les dix dernières années

Le montant cumulé des investissements directs dans le Tiers-Monde a évolué comme suit (24) :

De 1967 à 1976, le montant cumulé a presque triplé sur dix années, mais ceci s'accompagne d'une stagnation, voire d'une baisse des flux d'investis-

sements directs privés en direction du tiers-monde, comme le dévoilent les données ci-après :

Tableau 4. Investissements directs cumulés en milliards de \$

Années	Total (P D + P S D) 1	P V D 2	% 2/1
1967	105,3	31,8	30,2
1971	158,4	39,65	25,0
1973	198,8	58,2	29,27
1975	258,9	68,2	26,34
1976	287,2	73,5	25,59

Tableau 5. Flux d'investissements directs vers le Tiers-Monde (en millions de \$)

En provenance de	1970	1973	1974	1975	1976
C.E.E.	1 253	2 171	2 076	2 364	2 273
U.S.A.	1 742	2 887	3 778	7 077	3 275
Japon	261	1 301	705	222	1 084
TOTAL	3 285	6 358	6 559	9 663	6 632

Hormis la pointe de 1975, imputable à une conjoncture particulière de l'investissement international d'origine américaine, les investissements stagnent durablement dans les dernières années, et se concentrent sur quelques aires privilégiées, que j'ai appelées ailleurs « les formations sociales capitalistes intermédiaires ».

Ainsi, l'investissement cumulé américain (75 milliards de \$ en 1970, 137 milliards de \$ en 1976) alloué pour 26 % dans le Tiers-Monde en 1970 n'est plus en 1976 qu'à un niveau de 21 %. En ce qui concerne la part d'investissement U.S. cumulé dans les industries manufacturières du Tiers-Monde, celui-ci se localise en 1976 pour 81,4 % en Amérique Latine, avec deux pays privilégiés, Brésil et Mexique (51,1 % à eux deux).

Les investissements cumulés de la R.F.A. offrent une image identique, bien que les Allemands soient dans une conjoncture (réévaluation constante du mark) qui les incite davantage à investir à l'étranger (12,06 milliards de D.M. en 1976 et 49,59 milliards de D.M. au 1er semestre 1977). L'investissement cumulé dans le Tiers-Monde (Sud de l'Europe exclu) passe de 23,6 % en 1967 à 20,4 % en 1977. Comme l'investissement U.S., l'investissement allemand se concentre sur Amérique Latine (46 % de l'investissement cumulé en 1977) alors qu'il tend à diminuer en Afrique.

L'investissement japonais est le seul à s'orienter assez massivement vers le Tiers-Monde : 55,7 % du montant cumulé des investissements en 1977 contre 57,2 % en 1974. Là encore, l'engagement extérieur du Japon tend à se réorienter vers les aires privilégiées (formations sociales intermédiaires tout en gardant le contrôle de sa propre zone : Asie du Sud-Est).

Le recul de la part allouée au Tiers-Monde dans l'investissement international est également corroboré au vu du tableau ci-après, et la « correction » opérée pour les cas du Royaume-Uni et des Etats-Unis par l'incorporation des profits réinvestis ne réussit pas à masquer la chute des flux d'investissements directs.

Tableau 6. *Destination géographique des flux d'investissements directs*

	en pourcentage				
	1973	1974	1975	1976	1977
France (1) :					
Pays développés	64	80	70	70	78
CEE	29	47	29	34	32
Autres pays développ.	35	33	41	36	46
dont : Etats-Unis	17	10	21	16	16
Pays en développement	36	20	30	30	22
dont : OPEP	5	12	13	17	- 2
Allemagne fédérale (1) :					
Pays développés		74	72	79	77
CEE		43	40	34	30
Autres pays développ.		31	32	45	47
dont : Etats-Unis		13	18	34	28
Pays en développement		26	28	21	23
dont : OPEP		2	-	1	3
Royaume uni (2) :					
Pays développés	85	84	70	77	
CEE	32	23	14	24	
Autres pays développ.	53	61	56	53	
dont : Etats-Unis	23	24	18	17	
Pays en développement	15	16	30	23	
dont : Pays exportateurs de pétrole	2	3	4	6	
Etats-Unis (2) :					
Pays développés	91	134	53	77	62
CEE		57	24	35	35
Autres pays développ.		77	29	42	27
Pays en développement	9	-34	47	23	38
dont : Moyen-Orient		5	16	3	5

(1) Flux nets d'investissements directs

(2) Flux nets d'investissements directs et profits réinvestis.

Source : Notes bleues, Ministère de l'Economie, Service de l'information, juillet 1979

Prenons le cas de la France. Alors qu'en 1967, le Tiers-Monde représentait 44,8 % du montant des investissements cumulés (dont 28,8 % en Afrique et 26,2 % en Amérique Latine), en 1977 seulement 22 % du flux d'investissement

direct s'y dirige (pourcentage que l'on peut estimer après correction très inférieur à 20 %). Les flux d'investissements directs nets vers le Tiers-Monde sont, après avoir stagné de 1970 à 1976, en chute libre en 1977 :

Tableau 7 : Flux d'investissements vers le Tiers-Monde
en millions de \$

	Moyenne 1965-67	1970	1974	1975	1976	1977
Flux d'investissements direct net	339,1	235,1	239,4	274,2	245,5	59,0

Source : O.C.D.E., Rapport cité, p. 214 et Notes bleues, juillet 1979.

Par ailleurs, la répartition sectorielle des investissements nets de la France dans le Tiers-Monde sur l'ensemble de la période 1968-1976 atteste que globalement ceux-ci se dirigent de l'industrie (34,1 % en 1968-73 et 31,8 % en 1976) vers les services (21,1 % en 1968-73 et 28,1 % en 1976) et opérations immobilières alors que les investissements dans le secteur énergétique stagnent puis chutent très fortement (désinvestissement) en 1977. Le redéploiement industriel de la France vers le Tiers-Monde apparaît mythique sous l'angle de l'internationalisation de la production par des investissements directs et des créations de filiales.

Dans une telle perspective, il faut admettre que le capitalisme français tout comme le capitalisme U.S, allemand, japonais, ne se limite pas à l'investissement international et à l'implantation de filiales de firmes multinationales, formes nouvelles qui passent par l'extension de l'économie de crédit international.

b) Le développement de l'économie de crédit international

Parallèlement à cette atonie générale de l'investissement international dans les pays du Tiers-Monde à l'exception des pays privilégiés (Brésil, Mexique), fait surprenant, des unités industrielles (en projet, en construction, en fonctionnement) y surgissent un peu partout et pourraient laisser croire qu'une industrialisation accélérée y serait en cours, en toute autonomie vis-à-vis des pays impérialistes (faiblesse de l'investissement de ces derniers).

Il est vrai que des unités industrielles apparaissent dans les formations sociales dites sous-développées. Indépendamment de la question de savoir ce que signifie l'irruption de ces unités, notamment au vu de la structure des collectifs de travail, il nous faut relever l'importance du financement interne et externe de ces fameuses unités industrielles vendues par les pays impérialistes... sans que celles-ci ne rentrent toujours et efficacement en production; ou, dans ce cas, elles ne sont que des usines, appartenant formellement à d'autres, mais qui ne fonctionnent réellement que sous la coupe du capital international comme « filiale-atelier ».

Si les formations sociales du Tiers-Monde ne sont plus réceptrices, en tendance évidemment, de capitaux étrangers s'investissant sur place soit par inves-

tissement direct (création de filiales), soit par investissement de portefeuille (prise de participation), elles sont par contre contraintes de *recourir au financement international bancaire* pour l'achat, la mise en œuvre de leurs unités de production, la création des infrastructures (portuaires, ferroviaires, routières, urbaines, ...).

Toutes les formations sociales du Tiers-Monde recourent au financement bancaire international, auprès des « consortia internationales », pour assurer le financement de la formation de capital fixe, ce qui se traduit au niveau de la structure de leur dette globale comme le montre le tableau ci-après.

Tableau 8. *Evolution de l'en-cours de la dette publique du Tiers-Monde en milliards de \$*

	1967		1976	
	Montant	%	Montant	%
Aide publique + APD	20	41,7	57	27,5
Autres aides multilatérales	4	8,3	13	6,3
Crédits à l'exportation	17	35,4	62	29,9
Prêts du secteur privé	7	14,6	75	36,3
Total	48	100,0	207	100,0

Source : O.C.D.E., *op. cit.*

Le plus affligeant dans cette histoire est que les consortia bancaires internationales prêtent au tiers-monde *en une monnaie* de crédit international (dollars, euro-devises,...) qui s'alimente dans le recyclage des ressources financières du Tiers-Monde lui-même (recyclage des pétrodollars).

Le capitalisme français n'est pas à l'écart de ce mouvement de relais de l'investissement international par le financement bancaire comme on peut le relever dans le tableau ci-après.

Tableau 9. *Prêts et investissements privés nets de la France aux pays en voie de développement (en millions de francs)*

	1974		1975		1976	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Investissements directs	1 016,0	17,0	1 124,7	28,0	1 160,8	17,2
Investissements de portefeuille	19,0	0,3	30,0	0,7	79,3	1,2
Prêts non bancaires	343,0	5,7	57,6	1,4	12,9	0,2
Prêts bancaires	4 603,0	77,0	2 808,0	69,9	5 471,8	81,4
Total	5 981,0	100,0	4 020,3	100,0	6 724,4	100,0

Source : Notes bleues, juin 1978-6.

Si on indique que les crédits à l'exportation en faveur du Tiers-Monde se sont élevés à 7 115,1 millions de francs en 1976, *l'investissement direct ne représente plus que 8,3 % en 1976 de la contribution privée de la France aux ressources financières* de cette zone. A la même date, l'aide publique au développement de la France chutait à 40,3 % de l'ensemble des ressources financières (publique + privées) dévolues aux pays sous-développés.

Dans le cours de la crise, ce sont davantage les groupes bancaires et financiers, qui se sont imbriqués étroitement au plan international (25), qui sont le vecteur principal de l'internationalisation du capital, sous la forme nouvelle que prend celle-ci, l'économie de crédit international. Aujourd'hui, l'ère impérialiste prend toute sa dimension avec l'extension de la circulation capitaliste dans toutes ses composantes sur le Tiers-Monde. Qu'est-ce qui est en jeu sous le financement bancaire international de la formation du capital des pays sous-développés ?

A l'inverse de l'investissement international, la part des exportations des pays capitalistes développés en direction du Tiers-Monde ne cesse de croître ces dernières années contrairement à la décennie précédente. Le pourcentage des exportations remonte globalement dans la dernière décennie d'un niveau de 15 % à près de 30 % pour les métropoles impérialistes. Dans ces exportations vers le Tiers-Monde, la part des biens d'équipement occupe une place de plus en plus importante : usines clef en main, produit en main.

Mais ces exportations d'unités industrielles posent le problème de leur financement. Le développement de l'économie de crédit international, supporté par le tiers-monde, sert ainsi, avant toute chose, non pas à l'industrialisation de cette zone, mais au financement des exportations de marchandises industrielles des pays impérialistes, tant par les crédits fournisseurs que par les prêts bancaires (liés souvent à des accords de compensation), encore que l'aide publique au Tiers-Monde, on le sait bien, n'est accordée elle aussi que pour financer les exportations de produits industriels des métropoles impérialistes.

Le financement de la formation de capital et de la production de marchandises (économie de crédit) dans les pays capitalistes développés tente ainsi de trouver sa validation sociale par le financement international (économie de crédit international) et ses exportations en direction du tiers-monde. Ce dernier financement est finalement supporté par celui-ci. En effet, les créances sur la formation du capital dans le tiers-monde sont validées pour partie immédiatement par le prélèvement sur les ressources minières et énergétiques. Par ailleurs, comme le plus souvent la promesse de travail social inscrite dans la créance sur la formation de capital n'est pas tenue faute d'une montée en pleine capacité de production du système productif implanté, le Tiers-Monde est contraint de livrer de plus en plus de ses ressources minières et énergétiques pour honorer des créances de plus en plus lourdes, d'où un endettement croissant qui soumet plus étroitement que jamais le tiers-monde à l'impérialisme. Ceci n'exclut pas les ruptures, n'exclut pas « l'ère des révolutions », bien au contraire, car la soumission du tiers-monde n'évite pas que le capital se retrouve face à lui-même, face à la crise.

En effet, cette extension de l'économie de crédit au plan mondial n'offre nullement une issue à l'impérialisme, à la crise du capitalisme. La liaison entre

circulation capitaliste et circulation marchande n'en est pas rétablie pour autant, la circulation marchande internationale évoluant vers une économie de troc. La tentative de report de la validation du travail social de la circulation capitaliste sur le tiers-monde se transforme à nouveau dans la seule forme de validation possible de la circulation capitaliste, l'inflation mondiale. Par ailleurs, la crise salariale, la crise du procès de travail qui se développent dans le tiers-monde ôtent à l'impérialisme toute possibilité d'y trouver les conditions d'une nouvelle croissance du surproduit.

B-L'extension du salariat — Le cas de la formation du travailleur collectif en Algérie ⁽²⁶⁾.

La formation de capital fixe a pour corollaire l'implantation de procès de travail sous une forme généralisée. Ces procès de travail sont ceux du capital, c'est-à-dire des procès de travail fordistes, avec des caractéristiques spécifiques quant à sa configuration, l'organisation du travail, la configuration appropriée du travailleur collectif lui-même (adaptabilité, malléabilité, ...), la discipline d'usine, etc. « La banalisation du procès de travail industriel », pour reprendre l'expression d'Annie Dona-Gimenez, conduit à de telles tensions sociales au sein même du procès de travail que cette banalisation doit être aménagée : enrichissement des tâches, travail en module, etc.

Les procès de travail banalisés implantés dans la formation sociale algérienne, totalement extérieurs à cette société, ne rencontrent aucun obstacle dressé par le travailleur collectif, puisque celui-ci n'existe pas au départ, mais doit être monté comme machine sociale. La banalisation du procès de travail, tenue en laisse, transformée par la pression du travailleur collectif dans les pays capitalistes industrialisés, peut ici se développer de manière absolue, sans entraves, du moins au départ. Il en résulte une configuration dotative « *surfordisée* » de la structure globale du travailleur collectif algérien. Le tableau ci-après nous donne la structure de la classe ouvrière algérienne par grandes C.S.P. en 1966, 1975 et 1977. La classe ouvrière passe de 30 % de la population active occupée hors agriculture en 1966 à 42,3 % en 1977, ce qui confirme que l'extension du salariat algérien est à composante principale industrielle.

L'évolution de la structure du travailleur collectif en Algérie, pour autant que l'on puisse extrapoler à partir des rares données que j'ai pu rassembler, est totalement *inversée* par rapport à celle des pays capitalistes dits industrialisés. Là, en raison des luttes, l'autonomie sociale du travailleur collectif dans le procès de travail fordiste le conduit à se doter d'une structure évolutive de recherche de la qualification du travail, structure oppositionnelle au procès de travail fordiste qui requiert une configuration évolutive du travailleur collectif vers la déqualification, d'où une rupture de plus en plus sensible au sein du procès de travail. Un glissement majeur s'effectue, sous la pression des luttes et contrairement aux vœux du capital, des O.S. vers O.Q. et O.H.Q. En Algérie, la formation du travailleur collectif, donc de la classe ouvrière, s'effectue par le bas, par le gonflement d'ouvriers reconnus sans qualification : manœuvres et ouvriers spécialisés. Le pourcentage de

Tableau 10. La formation de la classe ouvrière algérienne (1966-77)

	Population occupée (hors agriculture)	Manœuvres		Ouvriers spécialisés et ouvriers qualifiés		dt ouvriers spécialisés		dt ouvrier qualifiés		total O.H. + O.S. + O.Q.
			%		%		%		%	
Recensement 1966	860 000	(86 000)	10,00	178 536	20,76	—	—	—	—	(264 536) (30,76)
Enquête A.A.R.D.E.S. 1975 sur 13 villes	522 699	57 871	11,07	135 247	25,87	—	—	—	—	193 118 36,94
Recensement 1977	1 648 812	246 999	14,98	450 783	27,33	329 360	19,98	121 423	7,36	697 782 42,32

Sources : — Recensements 1966 et 1977, D.S.C.N. — S.E.P.
— Enquête A.A.R.D.E.S. — S.E.P., 1979.

Note : Il s'agit bien entendu d'effectifs hors agriculture.

Les données entre parenthèses sont estimées à effectifs « manœuvres » pour 1966.

manœuvres passe de 10 % de la population active occupée (hors agriculture) en 1966 à 15 % en 1977 (32,5 % de la classe ouvrière en 1966 – hypothèse forte, 35,4 % en 1977); sans qu'on puisse le chiffrer, c'est le contingent ouvriers spécialisés qui fournit l'essentiel de l'extension du groupe O.S. + O.Q. de 1966 à 1977.

Pour l'année 1977, la structure de la classe ouvrière algérienne est très révélatrice d'une configuration surfordisée :

– manœuvres :	35,4 %	
– O.S. :	47,2 %	82,6 %
– O.Q. :	17,4 %	

Ceci se double, à l'autre bout du collectif de travail, du gonflement de la catégorie cadres moyens et supérieurs, affectée à des tâches de contrôle le plus souvent. Les cadres représentent une catégorie plus importante que celle des manœuvres, et l'on comprend pourquoi, au vu de l'extrême banalisation du procès de travail.

La bi-polarisation aux extrêmes du travailleur collectif en Algérie, avec étrécissement de sa partie centrale, n'est évidemment que tendance générale avec des situations très nuancées d'une société nationale à l'autre, d'une unité de production à l'autre. La Sonatrach est la seule société nationale à offrir une situation relativement équilibrée de son travailleur collectif au niveau d'ensemble avec respectivement :

– cadres, maîtrise :	17,3 %
– ouvriers et employés qualifiés :	41,6 %
– ouvriers et employés non qualifiés :	41,2 %

Cependant, au sein même de la Sonatrach, la structure du travailleur collectif diffère d'une grande division à l'autre. La division hydrocarbures offre la structure la plus asymétrique vis-à-vis de la structure type, avec une forte composante de personnel d'exécution qualifié : 56,1 %, ainsi qu'une forte polarisation sur le groupe cadres et maîtrise : 20,4 %, pourcentage beaucoup plus important si on tient compte des étrangers. La division « Pétrochimie, G.N.L., Raffinage » occupe une position intermédiaire entre la structure asymétrique du collectif « hydrocarbures » et la structure bi-polarisée type, avec une forte poussée de personnels non qualifiés : 46,2 %. La structure bi-polarisée du travailleur collectif, avec étrécissement de sa partie centrale, se retrouve dans les autres divisions de la Sonatrach, avec notamment 53,6 % de personnel non qualifié en 1977. Seul donc le secteur exportateur de Sonatrach échappe pour la composition du travailleur collectif à la structure type. Par contre, le travailleur collectif de Sonatrach, plus lié aux activités intérieures de production et commercialisation, retrouve la structure bi-polarisée type. Cette dichotomie des collectifs de travail de la Sonatrach est à mettre sur le compte de l'autonomie nécessaire du travailleur collectif dans le secteur de valorisation des hydrocarbures; la maîtrise de la valorisation des ressources exige ici que le travailleur collectif fonctionne comme « machine sociale », ce qui fait que la Direction a fait beaucoup d'efforts pour fixer et stabiliser le collectif de travail dans ce secteur, alors même que les sections syndicales de l'U.G.T.A. se montraient très actives pour peser sur la composition du travailleur collectif en le poussant vers le haut. A noter que le travail

posté de l'unité raffinage d'Arzew repose sur cinq équipes, ce qui permet à chaque équipe de fonctionner alternativement en travail de jour « culturel » (sports, musique, dessin, formation, langues étrangères, etc.).

La montée impériative en production dans les secteurs vitaux de l'économie algérienne, tel que celui de la valorisation internationale des ressources pétrolières et gazières, à immédiatement appelé le montage du travailleur collectif comme « machine sociale », d'où une configuration du travailleur collectif conforme à celui des pays capitalistes dits industrialisés. Ceci infirme la tentation qu'auront certains d'affirmer que la bipolarisation aux extrêmes du travailleur collectif algérien correspond à la « dotation naturelle » (!) en force de travail non qualifiée de l'Algérie dans une perspective néo-classique. Là où l'impératif de la production doit être nécessairement tenu, il y a toujours effacement relatif de la bi-polarisation aux extrêmes du travailleur collectif, comme on l'observe sur la structure du travailleur collectif de la Sonelgaz (production et distribution d'électricité et de gaz).

Par contre, l'extension d'un procès de travail fordiste banalisé, extérieur à la société civile algérienne, et encore extérieur pour l'essentiel de la société salariale algérienne, dote le travailleur collectif algérien d'une structure bi-polarisée qui est l'expression qu'il ne s'agit pas d'une machine sociale, mais qui est l'expression d'une addition de travailleurs dans le procès de travail. La faible productivité du travail se double d'une montée en production limitée. La bataille de la production ne se règlera pas par des mesures de coercition-répression, par le renforcement de la discipline d'usine comme montage formel du travailleur collectif. La bataille de la production exige certes que soient résolus les problèmes des salariés à l'extérieur du procès de travail, mais aussi une nouvelle configuration des collectifs de travail qui leur permettent de s'opposer à la banalisation du procès de travail, d'imposer une nouvelle organisation du travail, de nouveaux rapports de travail, de telle sorte que s'exerce une autonomie active du travailleur collectif vis-à-vis du système de machines, et ce sont là les conditions de la bataille de la production. La gestion socialiste des entreprises (G.S.E.) est un premier pas, mais celle-ci ne touche pas la configuration du travailleur collectif.

L'importation d'un procès de travail banalisé conduit à doter le travailleur collectif algérien en soi d'une structure bi-polarisée. Ce qui apparaît dans les pays capitalistes industrialisés comme une stratégie du capital pour opérer une nouvelle adéquation de la configuration du travailleur collectif mettant en cause le travailleur collectif pour soi (vaincre l'autonomie des travailleurs, polariser vers le bas le collectif de travail) est ici absence totale d'adéquation. Le paradoxe n'est qu'apparent. La surfordisation ne peut, dans les pays capitalistes, que renforcer la crise salariale et la crise du procès de travail, car le capital ne peut pas se passer du savoir, du savoir-faire, des pratiques, de la coordination du travailleur collectif, ce qu'il tente bien sûr de nier constamment, mais qu'il est tout aussi constamment contraint de reconnaître. La surfordisation ne peut qu'accroître la rupture de l'unité du travailleur collectif (en soi et pour soi), la rupture de l'unité des pratiques de production et de reproduction. Dans une formation sociale comme l'Algérie, comme dans toute formation sociale du Tiers-Monde qui subit le choc de l'industrialisation, l'absence évidente au départ de la dimension du travailleur collectif

pour soi libère apparemment le capital de toute entrave quant à la formation du travailleur collectif en soi, d'où une structure surfordisée avec un procès de travail totalement banalisé, mais à la surprise du capital le travailleur collectif en soi ne peut être monté sans le travailleur collectif pour soi, les pratiques de production ne peuvent se développer sans des pratiques de reproduction qui leur soient adaptées. Le capital se retrouve face à la crise du procès de travail qu'il n'a fait que reproduire de manière exemplaire. De ce fait, les unités industrielles ne fonctionnent le plus souvent qu'à moins de 50 % de leur capacité de production, avec des surcoûts considérables qui grèvent la formation du surproduit. On comprend alors que dans ces conditions l'exportation de capital se soit effacée devant l'économie de crédit international.

Dans le saut hâtif de la vieille société civile à la société salariale (27), rien ne se joue comme prévu. Contraints et forcés de se structurer à l'entrée du procès de travail comme travailleur collectif en soi, et faute de se présenter en même temps comme travailleur collectif pour soi, *les nouveaux salariés recréent à leur manière unité et rupture*. Une singulière unité des pratiques de production et de reproduction émerge, fondée sur l'exacerbation de certaines composantes de la vieille société civile (religion, effacement de la femme, valeurs traditionnelles...) de façon à permettre l'adaptabilité relative du salarié au procès de travail. L'extension du procès de travail industriel, du salariat, loin d'être un facteur d'émancipation de la femme par exemple, la fixe plus étroitement dans l'espace domestique pour que l'homme puisse s'adapter. Dans les treize plus grandes villes d'Algérie, en 1975, le taux d'emploi des femmes représentait 5,68 % de la population active occupée, avec des écarts allant de 17,5 % (Oran) à 1,5 % (Médéa), alors que le taux à Alger n'était que de 6,6 %. La montée du salariat dans le Tiers-Monde réactive nombre de composantes de la vieille société civile comme expression de la rupture, de l'autonomie, de la résistance de ces nouveaux salariés vis-à-vis du procès de travail fordiste qui leur échoit.

Cette nouvelle unité-rupture, grosse de « révolutions » (Cf. Iran) et pas toujours à la manière que l'on souhaite, se révèle dans la profonde désaffection des travailleurs vis-à-vis du procès de travail. Le taux de turn-over dans les industries algériennes est particulièrement élevé, et paraît osciller de 10 à 50 %. Même à la raffinerie d'Arzew, l'effectif a été renouvelé à 80 %. L'absentéisme est également une donnée des pratiques ouvrières algériennes.

1) *Le socialisme ne se décrète pas*. Mon exposé n'a pas d'autre but que d'attirer l'attention sur les problèmes actuels de la transition socialiste au vu de quelques points :

- la contrainte du procès de travail hérité du capitalisme,
- la contrainte d'une société salariale,
- et il faut nécessairement ajouter la contrainte de l'Etat.

Il n'y a pas de problème plus urgent de réflexion et de lutte que celui du socialisme qui est plus que jamais à l'ordre du jour. L'expérience algérienne est là pour témoigner de cette exigence. La dialectique sociale qui sous-tend et tend le processus d'industrialisation jusqu'à le rompre écarte toute conception mécaniste de la transition socialiste dont nous n'avons que des représentations idéalisées

et vulgaires. A cet égard, n'en déplaise aux « nouveaux » (!) philosophes et aux « nouveaux » (!) économistes, le marxisme comme critique de l'économie politique est une source qui coule claire.

2) *Qu'en est-il de la dimension internationale de la lutte des classes ?* C'est dans le champ de la répartition internationale du surproduit que les auteurs raisonnent généralement pour vérifier ou nier la thèse de l'existence d'une solidarité internationale des luttes des travailleurs. Dans le champ de la répartition, c'est-à-dire dans le champ vicié de l'économie politique, il n'est guère possible de fonder les pratiques de solidarité internationale des travailleurs car la variable de répartition qu'est le taux de profit peut certes unifier certaines fractions de la classe capitaliste au plan mondial, mais pas la classe ouvrière internationalement, d'autant plus que les classes ouvrières se reproduisent dans le cadre discriminant des Etats.

La solidarité internationale ne peut s'exercer que dans des pratiques, pratiques qui ont pour objet le renversement du mouvement qui lie le travailleur collectif au capital, à condition aussi de saisir les différences « d'unité-rupture » qui existent çà et là.

Le mouvement ouvrier en Europe du Sud développe ses pratiques de lutte en s'appuyant sur l'autonomie des pratiques de reproduction et l'autonomie du travailleur collectif pour soi afin de promouvoir au sein des luttes des pratiques de production, un travailleur collectif en soi qui soient à même de redéfinir le procès de travail en se débarrassant du capital. La solidarité internationale est immédiate dans ces pratiques.

Dans le Tiers-Monde, notamment les pays arabes, le mouvement ouvrier doit, davantage que le précédent, se battre sur deux fronts, celui des pratiques de reproduction et du travailleur collectif pour soi d'un côté, celui des pratiques de production et du travailleur collectif en soi, en se définissant de manière originale compte-tenu de sa position spécifique. Cette originalité peut être d'un apport considérable au mouvement ouvrier international.

Dans les deux cas, notre époque est « l'ère des révolutions ».

NOTES et BIBLIOGRAPHIE

(1) Cf. Pascal SALIN et Al., *L'occident en désarroi - Turbulences d'une économie prospère*, Dunod, 1978

(2) Cf. Le survey de R. BOYER, « la Crise actuelle : une mise en perspective historique », dans *Critiques de l'économie politique*, n° 7 - 8, avril-septembre 1979.

A. GRANOU, Y. BARON, B. BILLAUDOT, *Croissance et crise*, Maspéro, P.C.M., 1979.

Alain LIPHETZ, « Crise et inflation, pourquoi ? », *Economie et Socialisme*, n° 36, 1979.

- Paul BOCCARA, « Travaux statistiques sur le système productif français et théorie des facteurs de la crise de structure », *Issues*, n° 1 et 2, 4^e trimestre 1978 et 1^{er} trimestre 1979.
- Philippe HERZOG, « L'Affrontement des analyses théoriques de la crise de l'emploi », *Issues*, n° 2, 1^{er} trimestre 1979.
- (3) Cf. Piero SRAFFA, *Production de marchandises par des marchandises – Prélude à une critique de la théorie économique*, Dunod, 1970.
 - Carlo BENETTI, *Valeur et répartition*, « Intervention en économie politique », P.U.G.-Maspéro, 1974.
- (4) Cf. l'ensemble des publications de la collection « Intervention en économie politique » dirigée par C. BENETTI, S. de BRUNHOFF, J. CARTELIER et C. PALLOIX.
- (5) Cf. les travaux de Paul BOCCARA, Philippe HERZOG, etc.
- (6) Cf. les travaux de différents chercheurs de l'I.N.S.E.E. publiés dans divers numéros de *Economies et Statistiques*.
 - R. BOYER, J. MISTRAL, *Accumulation, inflation, crises*, « Economie en liberté », P.U.F., 1978.
- (7) Cf. Benjamin CORIAT, *L'Atelier et le chronomètre – Essai sur le taylorisme, le fordisme et la production de masse*, Christian Bourgois Editeur, 1979.
- (8) Cf. Michel AGLIETTA, *Régulation et crises du capitalisme – L'expérience des Etats-Unis*, Calmann-Lévy, 1976.
 - G. DESTANNE de BERNIS, « Equilibrio y regulacion : une hipotesis alternativa y proposiciones de analisis », *Investigacion economica*, Mexico, abril-junio 1978, n° 144.
- (9) Cf. J.P. BENASSY, R. BOYER, R.M. GELPI, A. LIPIETZ, J. MISTRAL, J. MUNOZ, C. OMINAMI, *Approches de l'inflation – L'exemple français*, Paris, CEPREMAP, 5 volumes, 1978.
 - les travaux cités de R. BOYER, J. MISTRAL, A. LIPIETZ, ...
- (10) Cf. les analyses développées par M. BEAUD, Christian GOUX, voire J. ATTALI.
- (11) Une ligne politique ne se limite pas à un dispositif. Si un dispositif est dominant, il s'ouvre toujours sur des dispositifs en gestation, sur des alternatives possibles.
- (12) Cf. *la Division internationale du travail*, la Documentation française, 2 volumes, 1977.
- (13) Il s'agit d'une autocritique également par rapport à certaines formulations de mon livre *Travail et Production*, Chapitre 8, PCM, 1978.
- (14) Cf. le débat autour de « L'Echange inégal » (A. EMMANUEL, S. AMIN, etc.).
- (15) L'analyse développée ici doit beaucoup à Annie DONA-GIMENEZ, *Travailleur collectif, autonomie ouvrière et crise du procès de travail – Le cas du collectif de travail à la Régie Renault*, Thèse Grenoble, Faculté des Sciences Economiques, 19 décembre 1979.
- (16) Cf. Karl MARX, *Un chapitre inédit du Capital*, 10/18.
 - Ch. PALLOIX, *Procès de production et crise du capitalisme*, « Intervention en économie politique », Maspéro, 1977.
 - Ch. PALLOIX, *Travail et production*, op. cit.
- (17) Cf. Harry BRAVERMAN, *Travail et capitalisme – La dégradation du travail au XX^e siècle*, F. Maspéro, 1976.
 - Benjamin CORIAT, *L'Atelier et le chronomètre*, op. cit.
 - Michel FREYSSENET, *la Division capitaliste du travail*, Savelli, 1977.
- (18) Cf. Jean-Paul de GAUDEMAR, « la Crise comme laboratoire social : l'exemple des disciplines industrielles », dans *l'Occident en désarroi – Ruptures d'un système économique*, Dunod, 1978.
- (19) Cf. Danielle BLEITRACH, Alain CHENU, *l'Usine et la vie*, « Lutttes sociales », Maspéro, 1979.
- (20) Cf. Le numéro de *Dialectiques*, n° 38, 4^e trimestre 1979, avec les interventions de Nicolas SARTORIUS (Commissions ouvrières), Bruno TRENTIN (C.G.I.L.), Jean-Louis MOYNOT (C.G.T.).

- (21) Cf. Suzanne de BRUNHOFF, *les Rapports d'argent*, « Intervention en économie politique », Maspéro-P.U.G., 1979.
- (22) Cf. Les analyses bien connues de S. AMIN.
- (23) Cf. Ch. PALLOIX, « les Firmes transnationales d'origine française implantées dans le tiers-monde et l'économie de crédit international », dans *la France et le Tiers-Monde*, Grenoble, P.U.G., 1979.
- (24) Cf. Nations-Unies, *les Firmes multinationales et le développement mondial*, N.Y., 1973.
O.C.D.E., *Coopération pour le développement*, Examen 1977, novembre 1977.
Nations-Unies, *Transnational corporations - A reexamination*, N.Y. march 1978.
- (25) Cf. Olivier PASTRE, *la Stratégie internationale des groupes financiers-américains*, Economica, 1979.
- (26) Cf. Ch. PALLOIX, *la Formation de la classe ouvrière algérienne - Un essai sur le développement du salariat*, Amsterdam, Congress The internationalization of class struggles, 21-24 novembre 1979.
- (27) Cf. Bernard DRUGMAN, *Etat, Capital et Salariat*, Thèse de doctorat d'Etat, Grenoble, Faculté des Sciences Economiques, octobre 1979.